

Les femmes et la paix et la sécurité

Les femmes, l'état de droit et la justice transitionnelle dans les situations de conflit

Déclaration de S.E. Mme Sylvie Lucas, Représentant permanent du Luxembourg

New York, le 18 octobre 2013

Monsieur le Président,

Je remercie le Secrétaire général, la Directrice exécutive d'ONU-Femmes et la Haut-Commissaire aux droits de l'homme pour leurs interventions. Je tiens également à remercier Madame Brigitte Balipou de Femmes Africa Solidarité de nous avoir apporté le point de vue de la société civile sur les femmes, l'état de droit et la justice transitionnelle dans les situations de conflit, thème judicieux choisi par la Présidence de l'Azerbaïdjan pour le débat public d'aujourd'hui. Je tiens également à assurer Mme Balipou que son appel vibrant sur la situation dramatique en République centrafricaine a été entendu.

Le Luxembourg s'associe à la déclaration qui sera faite par l'Union européenne.

Monsieur le Président,

La justice en temps de conflit armé ou en situation d'après-conflit ne diffère pas fondamentalement de la justice en temps de paix. L'objet de la justice est toujours de se prononcer sur un tort commis par une personne au détriment d'une autre personne, d'en définir la gravité, de prononcer des peines et, le cas échéant, d'ordonner des réparations. Néanmoins, dans le contexte particulier des situations de conflit ou d'après-conflit, la justice ne fonctionne souvent qu'imparfaitement. Les victimes doivent surmonter des obstacles supplémentaires et différents de ceux qui prévalent en temps de paix. Pour les femmes, ces obstacles peuvent être proprement rédhibitoires. Pour elles, la justice est souvent hors d'atteinte, que ce soit pour des raisons légales, sécuritaires ou sociales. Sans compter que dans les situations d'après-conflit, l'institution judiciaire elle-même est mal préparée pour faire face à la situation spécifique des femmes ayant subi les violences de la guerre.

Dans ce contexte, on ne saurait trop insister sur l'importance que revêt la justice transitionnelle : non seulement elle permet de redresser les torts passés, mais elle offre aussi la possibilité de transformer profondément la condition de la femme, garantissant ainsi une paix durable dans une société plus égalitaire. La participation des femmes à tous les niveaux, et en temps utile, est indispensable pour garantir que la société nouvelle qui sortira des décombres de la guerre accordera à la femme la place qui lui revient dans la pleine jouissance de tous ses droits. Il est donc primordial que les femmes soient entendues lors des processus de paix, et qu'elles soient associées aux réformes des secteurs de la sécurité et de la justice. En un mot : il faut que les femmes soient des actrices à part entière et non simplement des spectatrices de la reconstruction et de la consolidation de la paix.

Monsieur le Président,

De toutes les violations dont sont victimes les femmes en période de conflit, les violences sexuelles, qui constituent une attaque directe contre leur intégrité physique, viennent inéluctablement à l'esprit lorsqu'on évoque la justice transitionnelle et la question de réparations. Il est en effet difficile d'imaginer une société qui aurait la prétention d'être juste et respectueuse des droits de la femme, alors même que des milliers de survivantes de violences sexuelles seraient frustrées de leur droit de voir les auteurs de ces violences traduits en justice. Pourtant, dans de nombreux cas, la justice d'après-conflit ignore le cas de ces femmes, souvent parce qu'elle ne dispose ni de l'expertise ni des moyens requis pour s'acquitter de sa tâche.

Le Luxembourg soutient à cet égard le partenariat entre le forum intergouvernemental Justice Rapid Response et ONU-Femmes. En collaboration avec l'Institut pour les enquêtes criminelles internationales, ce partenariat a permis de mettre en place une liste d'experts spécialisés dans les enquêtes sur les actes de violence sexuelle et sexiste. Des experts peuvent ainsi être rapidement déployés en cas de besoin. ONU-Femmes a déjà eu recours à ces experts pour assister le Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme dans plusieurs commissions d'enquête. Ces experts ont également assisté la Cour pénale internationale. Le Luxembourg continuera à soutenir cette initiative qui renforce la responsabilité et les processus de justice transitionnelle.

J'ajouterai que nous avons aussi soutenu au cours de l'année écoulée un projet du Département des opérations de maintien de la paix visant à renforcer le rôle des femmes dans le maintien et la consolidation de la paix, notamment par l'organisation au Libéria d'un atelier régional offrant aux femmes dirigeantes qui s'engagent pour la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest la possibilité de partager leurs expériences et de renforcer leurs réseaux.

Monsieur le Président,

Le Conseil de sécurité doit jouer tout son rôle pour promouvoir le thème « femmes et paix et sécurité ». Malheureusement un écart certain continue à persister entre, d'une part, les déclarations de principe, et le soutien unanime du Conseil à la cause des femmes, et, d'autre part, l'application concrète de ces déclarations de principe. Nous souscrivons donc à l'appel lancé par le Secrétaire général dans son dernier rapport (S/2013/525) lorsqu'il recommande de prendre en compte « de façon plus cohérente et systématique » les dispositions relatives au genre lorsque les mandats des missions de l'ONU sont établis ou renouvelés.

En adoptant la résolution 1325 il y a treize ans, le Conseil de sécurité s'est fixé des objectifs ambitieux. La résolution que nous venons d'adopter aujourd'hui, grâce en particulier aux efforts du Royaume-Uni, nous permet d'avancer. Elle souligne notamment la nécessité pour le Conseil de sécurité de recevoir de façon plus régulière des informations en rapport avec le thème « femmes et paix et sécurité ». Cette résolution permettra de donner une nouvelle impulsion à l'approche du quinzième anniversaire de la résolution-phare 1325, qui sera l'occasion de faire un nouveau bilan, positif espérons-le, de sa mise en œuvre.